



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2025/ICPE/105 portant prescriptions complémentaires
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société LA SOUDANAISE DES SABLES à Soudan**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/ICPE/273 du 5 septembre 2024 autorisant la société LA SOUDANAISE DES SABLES à exploiter une sablière et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Gourbillière » à Soudan ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-739 du 18 décembre 2024 portant prescription d'une fouille archéologique préventive et modification de consistance de projet ;

Vu la demande de modification notable portée à la connaissance du préfet le 17 février 2025 par la société LA SOUDANAISE DES SABLES concernant la réalisation de fouilles archéologiques et le dossier modifié le 6 mars 2025 en sa dernière version ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 12 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société LA SOUDANAISE DES SABLES le 12 mars 2025 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel du 12 mars 2025;

Considérant que le projet, qui consiste en la réalisation de fouilles archéologiques :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires

en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

TITRE .I IDENTIFICATION DE LA MODIFICATION

Article I.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société LA SOUDANAISE DES SABLES, dont le siège social est situé La Rougerie 35680 LOUVIGNE-DE-BAIS, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, pour la poursuite de l'exploitation de la sablière et de ses installations connexes situées sur la commune de Soudan au lieu-dit La Gourbillière.

Article I.2 - Réalisation des fouilles archéologiques

Les travaux nécessaires à la réalisation des fouilles archéologiques prescrites par l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2024 susvisé peuvent être réalisés en-dehors de la période allant de mi-septembre à mi-octobre prévue par les articles 3.3.3 et 4.3.2 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2024 susvisé. Ces travaux sont réalisés entre le 1^{er} avril 2025 et le 15 octobre 2025.

La localisation des zones concernées par les fouilles archéologiques est représentée sur la carte en annexe du présent arrêté.

TITRE .II MODALITÉS D'EXÉCUTION, PUBLICITÉ ET VOIES DE RECOURS

Article II.1 - Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra, indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article II.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article II.3 - Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Soudan et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Soudan, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

<[<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/)>

Article II.4 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Soudan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le 17 MARS 2025

**Le PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de
Châteaubriant-Ancenis**

Marc MAKHLOUF

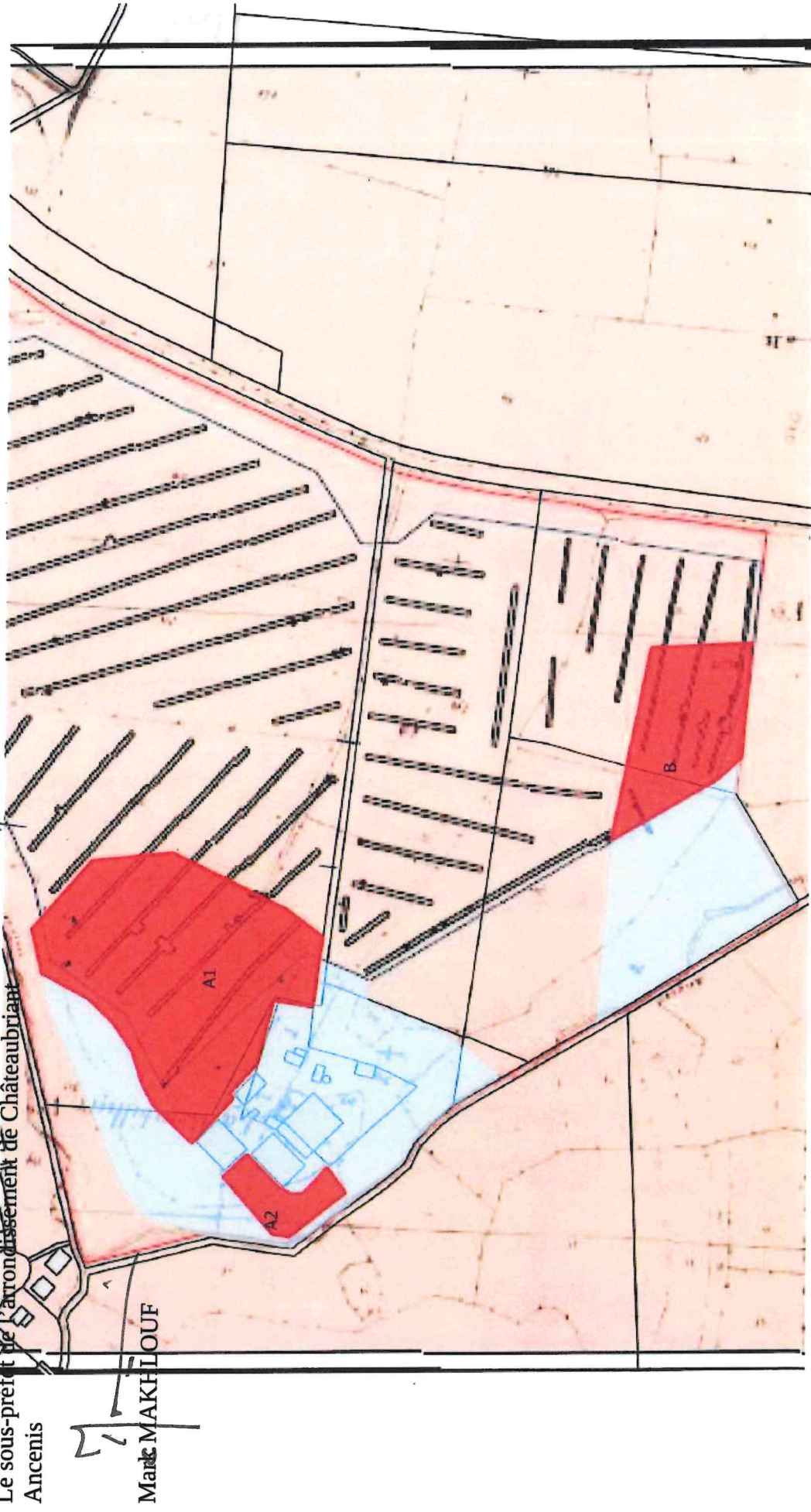
ANNEXE :

- **Emprise des fouilles archéologiques**

250x 375

Emprise des fouilles archéologiques : zones A1, A2 et B

Le Préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant
Ancenis



SOUDAN (LOIRE-ATLANTIQUE)
La Gourbillère - tranche 1
annexe 1 à l'arrêté n°2024-739

emprise soumise à fouille préventive
emprise soumise à MCP

